

PRÉFECTURE DE SAÔNE-ET-LOIRE

DIRECTION des LIBERTES PUBLIQUES
et de l'ENVIRONNEMENT

ARRÊTÉ

Bureau de la Réglementation et de l'Environnement

Arrêté de mise en demeure

**Communauté de communes du canton
de Charolles à Vendennes-le-Charolles**

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

N° 11.02697

VU le titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement, et notamment les articles L.514.1,

VU l'arrêté ministériel du 02 avril 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710 : «Déchèteries aménagées pour la collecte des encombrants, matériaux ou produits triés et apportés par le public»,

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 07-01086 du 2 avril 2007 autorisant la communauté de communes du Canton de Charolles à exploiter sur la commune de Vendennes les Charolles une station de transit de déchets non dangereux et une déchèterie,

VU les constats réalisés par l'inspecteur des installations classées lors de sa visite d'inspection du 29 octobre 2010,

VU les propositions de l'inspection des installations classées de la DREAL Bourgogne du 21 avril 2011,

Considérant la présence constatée de rats sur le site et de déchets sur le sol,

Considérant l'accessibilité constatée aux installations en dehors des horaires d'ouverture,

Considérant l'absence constatée de l'affichage d'un plan de circulation à l'intérieur du site,

Considérant la présence constatée d'une fissure au sol d'une largeur de 25 cm sur le quai de transit,

Considérant dès lors que la Communauté de Communes du Canton de Charolles ne respecte pas les prescriptions des articles 10, 24, 29 et 38 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 07-01086 du 2 avril 2007 susvisé et de l'article 3.2 de l'arrêté ministériel du 2 avril 1997 susvisé,

Sur proposition de Madame la Secrétaire générale de la Préfecture de Saône-et-Loire,

ARRETE

Article 1^{er} :

La communauté de communes du Canton de Charolles dont le siège social est situé 17 rue de provins – BP 90034 – 71120 Charolles, est mise en demeure, pour le site qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Vendennes les Charolles, de respecter les dispositions suivantes sous les délais précisés ci-dessous :

Prescription à respecter	Délai de mise en conformité
Article 10 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 07-01086 du 2 avril 2007 (entretien du sol du quai de transit)	3 mois
Article 37 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 07-01086 du 2 avril 2007 (propreté aux abords des bennes de stockages)	1 mois
Article 29 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 07-01086 du 2 avril 2007 (établissement clôturé sur toute sa périphérie)	3 mois
Article 38 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 07-01086 du 2 avril 2007 : (la station est tenue en état de dératisation permanente)	1 mois
Article 3.2 de l'arrêté ministériel du 02/04/97 (plan de circulation et liste des déchets acceptés)	3 mois

Article 2 :

Si l'exploitant ne défère pas, dans les délais impartis, à la présente mise en demeure, il pourra être fait application des sanctions prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement.

Article 3 -Délai et voie de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Dijon :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision
- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Article 4 :

Mme la Secrétaire générale de la Préfecture, M. le sous-préfet de Charolles, M. le maire de Vendenesse les Charolles, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera faite à :

- la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, Unité territoriale de Saône et Loire, à MACON

Mâcon, le 31 MAI 2011

Le Préfet
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale de la
Préfecture de Saône-et-Loire

Magali SELLES